INTERNATIONAL RESCUE COMMITTEE

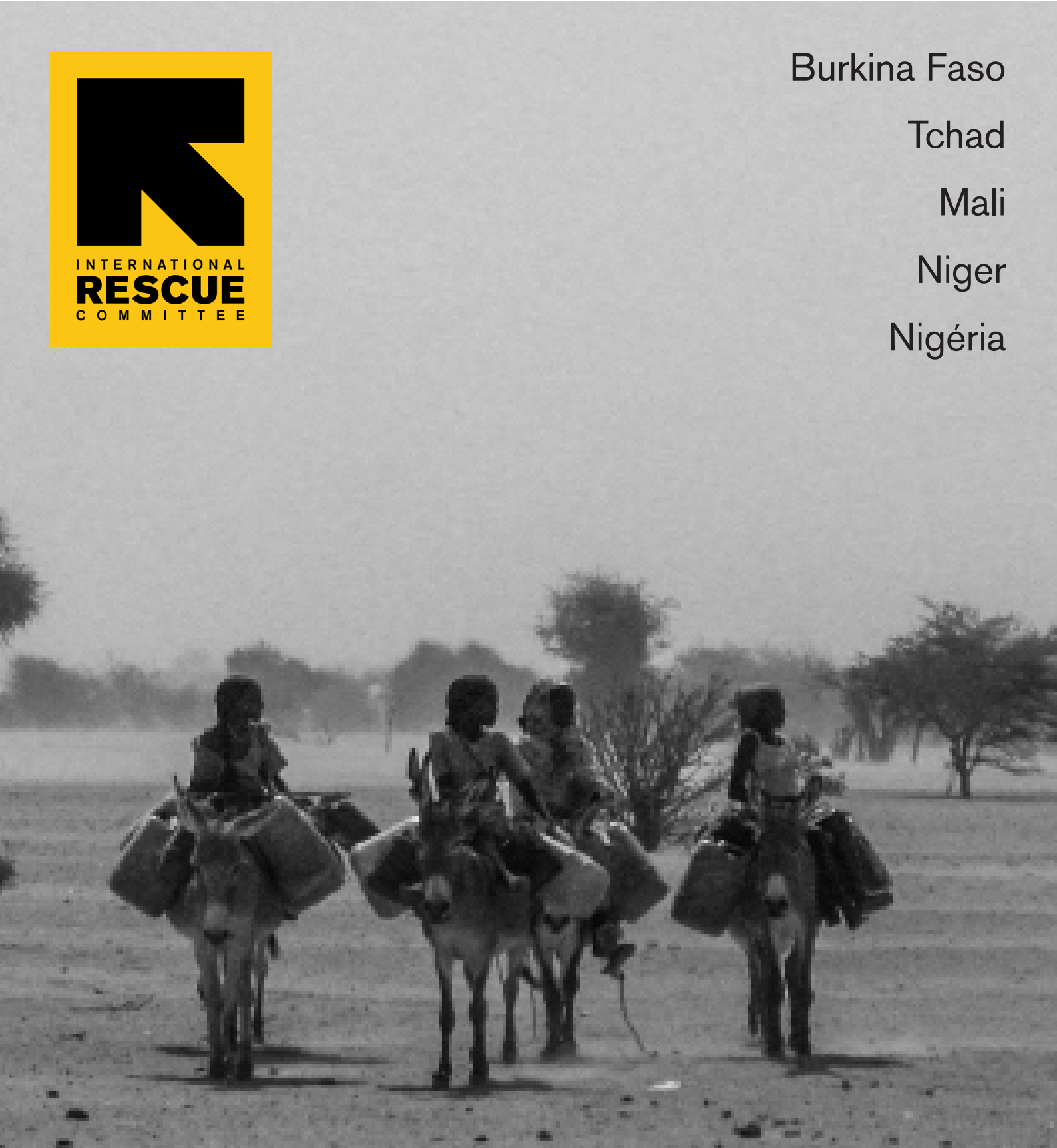
Burkina Faso

Tchad

Mali

Niger

Nigéria



RAPPORT
URGENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST 2023

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos----------3
NOTRE ANALYSE----------4
Le changement climatique est un accélérateur clé des crises humanitaires au Sahel-------4
Les conflits sont à l'origine des crises humanitaires au Sahel----------8
Les bouleversements économiques mondiaux accroissent la vulnérabilité des populations sahéliennes et limitent la réponse humanitaire ----------13

COMMENT RECONSTRUIRE LES GARDE-FOUS?----------15
Approches simplifiées : Élargir l'accès au traitement de la malnutrition aiguë----------16
Action anticipée : La clé pour protéger les moyens de subsistance des ménages----------17
Action anticipée pour atténuer les effets des fermetures d'écoles----------18
Les autorités locales en première ligne de la réponse humanitaire : La voie à suivre pour mieux accueillir les populations déplacées ----------19
Accès : un engagement essentiel pour fournir une assistance aux populations dans les zones difficiles d'accès----------20

COMMENT AGIR ?----------23

Avant-propos

Mi-décembre 2022, l'International Rescue Committee a publié son rapport annuel Emergency Watchlist, identifiant les 20 pays du monde les plus à risque de faire face à une crise humanitaire grave ou à une détérioration d'une crise humanitaire en cours en 2023. Une fois de plus, notre méthodologie unique basée sur 67 indicateurs et des discussions avec des acteurs clés dans la région, a conclu que les situations dans 5 pays d'Afrique de l'Ouest sont très préoccupantes. Le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Nigeria, et le Tchad, sont des pays où les conflits, le changement climatique et les troubles économiques ont un impact sur la vie de millions de personnes et limitent leur accès à des services de santé, d'éducation et de protection de qualité, à la nourriture et parfois même à l'aide humanitaire. Ces pays ont besoin de l'attention du monde entier pour aider les populations déplacées et les populations d'accueil à survivre, à se rétablir et à reconstruire leur vie.

Ce rapport vise à plonger dans ces contextes et à décortiquer les facteurs d'accélération de la crise humanitaire afin de mieux identifier les garde-fous que les décideurs doivent reconstruire pour que les personnes puissent reprendre le contrôle de leur vie.

Modou Diaw
Vice-président régional de l'IRC pour l'Afrique de l'Ouest

NOTRE ANALYSE

L'année 2022 a été marquée par des tendances inquiétantes qui ont accéléré la détérioration de la crise humanitaire au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Nigeria, et au Tchad. Bien qu'il faille reconnaître qu'avant ces conflits, ces cinq pays étaient tous confrontés à des obstacles structurels pour accéder aux services sociaux de base, à l'alimentation et à la prospérité économique, trois facteurs clés ont, ces dernières années, empêché les populations d'accéder à l'éducation, à la santé, à l'alimentation et à l'eau salubre. Ces accélérateurs de crise sont le **changement climatique**, les **conflits** et les **crises économiques.**

Le changement climatique est un accélérateur clé des crises humanitaires au Sahel

Bien que le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Nigeria soient parmi les pays qui contribuent le moins au changement climatique mondial, ils sont parmi ceux qui portent le plus lourd fardeau de ses conséquences. L'indice de risque du changement climatique[1], un indice composite qui mesure le risque d'une crise humanitaire ou d'une catastrophe qui pourrait nécessiter une assistance internationale, serait affectée par les impacts du changement climatique et les tendances socio-économiques, indique que les cinq pays sahéliens sur la Watchlist 2023 ont un risque très élevé d'être touchés et que leur écart de vulnérabilité augmentera. L'exposition des pays d'Afrique de l'Ouest à la sécheresse, aux inondations fluviales et aux maladies transmises par les moustiques continuera d'augmenter d'ici 2050, tant dans les scénarios les plus pessimistes que les plus optimistes. Malheureusement, ces scénarios sont déjà une réalité pour des millions de Sahéliens.

5,9 millions de personnes dans ces cinq pays ont été touchées par les inondations les plus graves depuis des années, obligeant 2,6 millions de personnes à se déplacer et détruisant environ 400 000 maisons.

- **Le changement climatique restreint l'accès aux ressources naturelles, oblige les populations à adapter des stratégies de survie ancestrales et alimente les conflits locaux**. À Ténenkou, au **Mali**, le suivi des conflits mené par l'IRC entre octobre et décembre 2021 a permis d'identifier 70 conflits locaux. La plupart d'entre eux étaient interpersonnels, 49% étaient liés à la question de l'accès et de l'utilisation de la terre, et 29% étaient liés à l'accès à l'eau, notamment l'accès aux points d'eau (67%) et à la pêche (33%).

1 Brochure INFORM sur le changement climatique.pdf (europa.eu)

Elles se sont manifestées principalement sous la forme d'atteintes à l'intégrité physique et aux droits de propriété et, dans 14 % des cas, de déplacements forcés de la population.La rareté des ressources est à l'origine de ces conflits et le changement climatique exacerbe la tendance. La raréfaction des moyens de subsistance a encouragé les groupes à accroître leurs activités criminelles et à étendre leur emprise territoriale. Au Mali, les sécheresses successives ont modifié l'accès des populations aux ressources naturelles, principalement l'eau et la terre. Elles ont modifié la structure de l'économie et entraîné des changements sociaux, notamment des changements dans les activités professionnelles des différents groupes de population et l'affaiblissement des valeurs locales traditionnelles. Les sécheresses ont conduit les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs à adopter des stratégies de survie qui ont bouleversé l'ordre établi pour l'accès aux ressources naturelles telles que l'eau et la terre. Tout cela alimente des conflits locaux qui ne sont résolus ni par les systèmes de justice coutumière, ni par la justice formelle. Les chefs traditionnels étant la cible de groupes armés non étatiques, la gouvernance traditionnelle et les capacités à régler les conflits au niveau local sont gravement menacées. La cohésion sociale s'en trouve affectée et les groupes armés non étatiques disposent d'un terrain fertile pour prospérer.

- **Le réchauffement climatique augmente la fréquence et l'intensité des risques naturels.** Les risques naturels se manifestent par de graves sécheresses, comme en 2022, lorsque le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Nigeria ont subi la plus grave crise alimentaire des 20 dernières années. Au Niger, selon les statistiques nationales, 100 000 à 120 000 hectares de terres sont perdus chaque année, tandis que les efforts de restauration dépassent à peine 20 000 hectares par an. Un an plus tard, de graves inondations ont touché des millions de Sahéliens. Au 8 novembreth , 2022, 5,9 millions de personnes dans ces cinq pays ont été touchées par les inondations les plus graves depuis des années, obligeant 2,6 millions de personnes à se déplacer et détruisant environ 400 000 maisons[2].

  Le **Nigeria** porte à lui seul le poids des conséquences des inondations. En octobre 2022, au moins 660 personnes ont été tuées dans des inondations à travers le pays, 2,4 millions de personnes ont été déplacées de leurs communautés et 650 000 hectares de terres ont été complètement endommagés. La plupart des personnes déplacées à l'intérieur du pays vivaient sur le site dans des écoles, des églises et des mosquées surchargées et encombrées, avec peu ou pas d'accès à l'eau, aux soins de santé et à la nourriture.

2 OCHA, Afrique de l'Ouest et du Centre, Situation des inondations - Vue d'ensemble, novembre 2022

Cela ne fait qu'ajouter à l'inquiétude des 17 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire (IPC 3 - 5)[3] à travers le pays, qui ont perdu leurs revenus et leurs récoltes. Et cela met en péril l'éducation d'une génération d'enfants, entraînant la poursuite de l'analphabétisme et de la pauvreté d'une génération à l'autre. Les effets du changement climatique sont également ressentis dans tout le **Tchad** où la saison des pluies 2022 a commencé tôt.

Les inondations causées par les fortes pluies et le débordement des rivières ont affecté plus de 1,3 million de personnes, causant des dommages importants dans 18 des 23 provinces, y compris Ndjamena, impactant particulièrement les communautés les plus vulnérables vivant dans les zones sujettes aux inondations[4]. Ce risque naturel a un coût humain et financier élevé. Le gouvernement tchadien et ses partenaires ont identifié les besoins multisectoriels de 800 000 victimes des inondations et ont développé un plan de réponse aux inondations en conséquence. Les inondations mettent également en péril la campagne agricole de contre-saison et retardent les récoltes dans le sud du pays[5].

- **La prévalence de la malnutrition tend à être plus élevée dans les pays fortement exposés aux extrêmes climatiques, car ces derniers exacerbent les déterminants de la sous-nutrition tels que la sécurité alimentaire, l'eau et l'hygiène.** Au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria, l'état nutritionnel des enfants est très préoccupant : 5,7 millions d'enfants devraient souffrir d'émaciation en 2023 et 1,4 million d'enfants devraient souffrir d'émaciation sévère[6]. Au **Mali,** les projections pour la période de juin 2022 à mai 2023 indiquent que 1,5 million d'enfants de moins de cinq ans devraient souffrir de malnutrition aiguë. Ce chiffre est supérieur de 19 % aux cas prévus en 2021[7]. Au cours de la même période au **Nigéria**, près de 6 millions d'enfants âgés de 0 à 59 mois devraient souffrir de malnutrition aiguë. Ce chiffre comprend 1,6 million de cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 4,3 millions de cas de malnutrition aiguë modérée (MAM)[8]. Les inondations mentionnées ci-dessus au **Nigeria** pourraient également devenir un dangereux facteur d'accélération de l'augmentation actuelle de la malnutrition et de la grave épidémie de choléra qui a déjà touché 18 000 personnes au Nigeria depuis janvier 2022[9]. Avec l'augmentation des mouvements de population, y compris des endroits touchés par les épidémies de choléra vers des parties du pays non touchées, la maladie pourrait se propager davantage au sein de la population.

3 Cadre Harmonisé 2023 - pré-résultats partagés lors de la réunion du groupe de travail sur la sécurité alimentaire le 1st de décembre 2022.
4 OCHA - Tchad - Note sur les inondations - 25 octobre 2022
5 Tchad - Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (fews.net)
6 UNICEF et PAM, Sahel et Afrique de l'Ouest, analyse des points chauds de la sécurité alimentaire et de la nutrition, mars 2023.
7 Mali : Situation de la malnutrition aiguë juin - octobre 2022 et projections pour novembre 2022 - mai 2023 | IPC Global Platform (ipcinfo.org)
8 Nigeria (Nord-Est et Nord-Ouest) : Situation de la malnutrition aiguë mai - septembre 2022 et projections pour octobre - décembre 2022 et janvier - avril 2023 | IPC Global Platform (ipcinfo.org)
9 OCHA - Nigeria - Réponse aux inondations : Flash Update 3 - dernière mise à jour : 22 novembre 2022

- **Les femmes et les filles subissent de manière disproportionnée les conséquences d'un accès limité aux ressources naturelles.** À mesure que les ressources naturelles telles que l'eau et les terres agricoles se raréfient, l'accès à l'eau en qualité et en quantité peut également devenir un défi de plus en plus important. En raison de leurs rôles traditionnels, les femmes dépendent des ressources naturelles. Le changement climatique et le manque d'infrastructures obligent les gens à marcher jusqu'à 35 km pour trouver ces produits de base. Cela expose les femmes et les enfants à l'insécurité, augmente l'abandon scolaire des filles et limite le temps dont disposent les mères pour s'occuper de leurs enfants. Le changement climatique a également un impact sur l'accès des femmes à la terre. Le **Niger** en est un exemple. Malgré les mesures prises dans le cadre du code rural et la création de commissions chargées de résoudre les conflits fonciers en 1993, la proportion de femmes possédant des terres arables est insignifiante. Les femmes sont mal informées sur leurs droits, peu représentées dans les institutions de prise de décision et les lois coutumières en faveur de la propriété des hommes sont largement appliquées. Par conséquent, 50 % des terres arables ne sont pas cultivées correctement, ce qui limite les investissements réalisés lorsqu'elles accèdent à la terre par l'intermédiaire d'associations de femmes. Le changement climatique contribuant à la dégradation des sols et la pression démographique augmentant, les femmes voient leur part de terres héritées (0,25 ha en vertu du droit coutumier) se réduire et sont de plus en plus confinées à la maison pour effectuer des tâches domestiques plutôt que de contribuer aux activités agricoles. Il en résulte une perte de compétences pour les jeunes femmes qui n'acquièrent plus d'expérience agricole et un isolement social déjà fort pour les 76% de filles mariées.

Les conflits sont à l'origine des crises humanitaires au Sahel

> *Les conflits, le changement climatique et les crise économiques ont plongé 23,5 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire dans ces cinq pays. Si rien n'est fait à temps, 34,5 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire entre juin et septembre 2023. Cela signifie que 15,9 % de la population du Burkina Faso, 5,6 % de celle du Mali, 11,1 % de celle du Niger, 9,3 % de celle du Tchad et 13,1 % de celle du Nigeria seront en situation d'insécurité alimentaire.*

Les 5 pays du Sahel figurant sur la Watchlist 2023 de l'IRC à 2023 sont tous touchés par des conflits qui entraînent des besoins humanitaires records.

- **Le nombre de déplacements forcés de population ne cesse d'augmenter dans les 5 pays figurant sur la Watchlist de l'IRC 2023**. Parmi les 5 pays sahéliens figurant sur la Watchlist 2023, le pays où les déplacements de populations ont été les plus explosifs est sans conteste le **Burkina Faso**. Au 1er janvier 2019, on comptait 87 000 personnes déplacées au Burkina Faso[1]. Près de quatre ans plus tard, au 31 décembrest , 2022, ce nombre atteignait 1,9 million de personnes déplacées[2], soit une augmentation de 19% par rapport au 31 décembre 2021.

Selon le Groupe de coordination opérationnelle de la réaction rapide (GCORR), la tendance révèle que les mouvements de populations à la suite d'un choc ont augmenté en nombre et en taille.Pour 16% des alertes émises en 2022, le nombre de personnes déplacées à la suite de ce seul choc était supérieur à 10 000 PDI. **Au Niger**, à la fin du mois de novembre 2021, 596 000 personnes avaient été forcées de chercher refuge pour échapper au conflit[3]. 11 mois plus tard, le nombre de personnes déplacées et de réfugiés atteignait 712 000[4]. En ce qui concerne le **Tchad**, il accueille le plus grand nombre de réfugiés en Afrique centrale, avec 595 000 personnes fuyant les conflits au Soudan, en RCA, au Nigeria et au Cameroun. Au total, 1 081 837 personnes sont déplacées au Tchad, dont 381 000 déplacés internes et 100 000 rapatriés.

Ces mouvements de population augmentent la pression sur les services sociaux de base. À Gwoza, dans le n**ord-est du Nigeria**, où plus de 2,2 millions de personnes sont déplacées, dont 1 million dans des zones difficiles d'accès[5], environ 1 600 personnes sont hébergées dans 72 maisons communales prévues pour accueillir seulement 400 personnes. Il en résulte un engorgement massif et un manque de services de base tels que la nourriture et les articles non alimentaires (NFI), les ak bris, la protection, la nutrition, les services de santé, et une augmentation du taux de maladies évitables, entre autres. Dans la région de Ménaka, au **Mali**, les populations font face à une détérioration sans précédent de la sécurité, ce qui a conduit 50 000 déplacés internes à trouver refuge dans la ville, qui ne dispose pas d'infrastructures suffisantes pour couvrir tous leurs besoins en termes de nourriture, d'eau, d'abris et de santé, et qui sollicite fortement les ressources de financement du MRR.

1 https://reports.unocha.org/en/county/burkina-faso/
2 Tableau de bord général sur l'enregistrement des PDI au BF au 30 septembre 2022.pdf - Google Drive
3 UNHCR, Situation des réfugiés au Niger, Présentation au Forum Humanitaire de Niamey le 16 décembreth , 2021
4 HCR, octobre 2022, Présentation au Forum Humanitaire de Niamey le 2 décembrend , 2022
5 Nigeria - Rapports de situation (unocha.org)

Mais les mouvements de population ont également lieu une fois la paix revenue ou lorsque les promesses des campagnes politiques sont mises en œuvre. Lors de la campagne présidentielle de 2021 au **Niger**, le président Mohamed Bazoum s'est engagé à "créer les conditions du retour des personnes déplacées dans leurs villages respectifs au plus tard en 2022". La mise en œuvre de cette promesse de campagne électorale a débuté en juin 2021 : plus de 40 000 personnes déplacées sont retournées, avec l'appui des autorités nigériennes, dans 22 villages d'origine situés dans les communes de Bosso, Kabléwa et Gueskérou. En mai 2021, au **Nigéria**, le gouvernement de l'État de Borno a commencé à fermer les camps de personnes déplacées à Maidaguri et a relogé les populations dans les zones de gouvernement local. En janvier 2022, on estimait à 140 000 le nombre de personnes ayant quitté les camps de déplacés[6]. Ces mouvements soudains de population ont laissé les infrastructures de santé débordées par les flux de patients qui ont besoin d'être pris en charge par ce système. Les centres de santé soutenus par l'IRC ont été submergés par les rapatriés pendant un certain temps avant que le goulot d'étranglement ne puisse être géré. Quant aux enfants, la fermeture des camps a entraîné leur dispersion dans une zone géographique plus vaste, ce qui a accru la difficulté de les retrouver, de veiller à ce qu'ils aient accès à des services de santé et d'éducation vitaux et d'augmenter le coût de la réponse humanitaire.

- **La nouvelle tendance des villes enclavées au Burkina Faso est extrêmement préoccupante et pourrait s'étendre à l'ensemble de la région du Sahel. Des milliers de personnes risquent d'être confrontées à la famine si l'accès à la nourriture en qualité et en quantité n'est pas assuré rapidement.** Depuis janvier 2022, à Djibo[7], la plus grande ville assiégée du Burkina Faso et qui abrite le plus grand nombre de personnes déplacées du pays, l'équipe de l'IRC fait état d'une situation critique : les gens n'ont pas pu accéder aux champs pour cultiver et les magasins d'alimentation sont pratiquement vides. L'accès limité aux champs a entraîné une baisse de la production alimentaire qui est passée de 116 000 tonnes en 2019 à près de 40 000 tonnes en 2021, et les résultats de la saison agricole 2022 ont conduit les experts à conclure que 20 000 personnes risquent d'être confrontées à la famine. Les risques sécuritaires le long des principales routes d'approvisionnement continuent de limiter les importations de denrées alimentaires de base sur les marchés qui dépendent fortement de ces arrivées pour fonctionner. Les prix atteignent des niveaux record.

6 N.I.F., Réinstallations et retours à l'initiative du gouvernement, 21 juinst , 2022
7 Pour plus de détails sur la situation à Djibo, veuillez lire "Evaluation Rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle et des besoins prioritaires multisectoriels à Djibo" menée par le PAM et ses partenaires en octobre 2022.

Pour survivre, de nombreux ménages ont augmenté leur consommation de viande encore disponible sur les marchés et ramassent des feuilles sauvages pour préparer des plats. Au détriment de leur propre sécurité, les femmes quittent la ville pendant la nuit pour trouver de la nourriture dans les quartiers environnants et le nombre d'enfants qui mendient a augmenté. En plus de l'état de siège, les différentes lois anti-terroristes récemment adoptées par le gouvernement du Burkina (interdiction de certaines motos, escorte armée obligatoire pour les marchandises destinées aux zones contrôlées par les groupes armés non étatiques (NSAG) limitent également fortement l'accès humanitaire aux différentes zones et la possibilité d'acheminer de la nourriture en ville. Pour l'instant, la seule option restante est de transporter la nourriture et les intrants nutritionnels par voie aérienne, ce qui signifie que tous les acteurs humanitaires dépendent fortement des services de l'hélicoptère cargo du PAM. Mais aujourd'hui, les inquiétudes vont au-delà des villes enclavées du Burkina Faso. En août 2022, le Cluster Sécurité alimentaire a mis en garde contre la possibilité que le blocus s'étende à l'ensemble de la région du Sahel. Le mode opératoire du NSAG a évolué: 4 ponts sur les principales routes d'approvisionnement de la région du Sahel ont été détruits et la présence d'engins explosifs improvisés a augmenté le long de ces routes. Cette situation met gravement en danger 1,3 million de personnes et compromet la capacité des commerçants et des acteurs humanitaires à acheminer de la nourriture et d'autres formes d'aide dans la région[1].

- **L'insécurité empêche les agriculteurs d'accéder à leurs champs et les éleveurs aux pâturages, ce qui les expose davantage au risque d'insécurité alimentaire.** Au Burkina Faso, où 82 % de la population est active dans le secteur agricole, 90 % des personnes déplacées à l'intérieur du pays n'ont pas accès aux champs[2]. Au Mali également, l'accès aux terres agricoles est une préoccupation pour les populations.

1 Burkina Faso - Bulletin spécial - Du blocus au bord de la famine | Food Security Cluster (fscluster.org)
2 HNO2022

Environ 254 000 personnes ont été affectées par la diminution des surfaces cultivées en 2021. Ce nombre est tombé à 183 000 en 2022, les régions de Ségou et de Mopti étant les plus touchées en raison du manque d'accès dû au conflit. Dans ces deux régions, les zones cultivées qui s'étendaient sur 10 km au-delà des villages en 2016 sont désormais réduites à une distance de 500 m à 2 km. Les éleveurs, qui ont normalement recours à la transhumance pour la survie de leur bétail, se voient refuser l'accès à certaines zones riches en pâturages, en raison de l'insécurité et de la fermeture des frontières liées aux restrictions du COVID-19 et aux sanctions de la CEDEAO. Cette situation est également observée dans l'État de Borno au Nigéria où une forte diminution des terres cultivées a été observée depuis 2010, ce qui affecte environ la moitié de la population vivant dans ces zones[3]. Il semble y avoir eu une reprise entre 2021 et 2022, mais elle n'a pas encore atteint les niveaux de terres cultivées disponibles en 2010.[4]

En conséquence, 3 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire dans les États de Borno, Adamawa et Yobe (BAY) et ce nombre devrait atteindre 4,4 millions au cours de la prochaine période de soudure[5].

En ce qui concerne le nord-ouest du Nigeria, on observe également une diminution des terres cultivées entre 2017 et 2022 dans les États de Sokoto et de Zamfara[6]. Cela se traduit par 4,3 millions de personnes qui risquent d'être en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure 2023[7].

3 Nigeria : Cropland Change Dynamics 2022 Season using Satellite Imagery | Food Security Cluster (fscluster.org)
4 Nigeria : Cropland Change Dynamics 2022 Season using Satellite Imagery | Food Security Cluster (fscluster.org)
5 Final Fiche Report for November 2022 : Cadre Harmonisé Result for Identification of Risk Areas and Vulnerable Populations in Twenty (26) Nigerian States and the Federal Capital Territory (FCT) of Nigeria | Food Security Cluster (fscluster.org)
6 Nigeria : Cropland Change Dynamics 2022 Season using Satellite Imagery | Food Security Cluster (fscluster.org)
7 Final Fiche Report for November 2022 : Cadre Harmonisé Result for Identification of Risk Areas and Vulnerable Populations in Twenty (26) Nigerian States and the Federal Capital Territory (FCT) of Nigeria | Food Security Cluster (fscluster.org)

Au Tchad, les attaques récurrentes de groupes armés non étatiques sur le lac et les mouvements de population qui en découlent depuis les localités insulaires réduisent la capacité de la population locale à lancer les plantations de la saison froide[8].

- **Les populations déplacées et les populations d'accueil ont un accès limité aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire.** Entre autres, en augmentant les déplacements de po-pulations et la pression démographique sur les structures de santé, les écoles, les points d'eau et les services de protection, les conflits contribuent à un goulot d'étranglement difficile à résorber. Au **Burkina Faso,** l'augmentation du nombre de structures sanitaires fermées (195 en août 2022 contre 183 en 2021) continue de priver la population de services de santé et de limiter les actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition[9]. 270 000 déplacés internes ont trouvé refuge à Djibo et la sécurité alimentaire des populations a été décrite plus haut.

En plus de cette situation dramatique, d'autres services sociaux de base sont également fortement touchés. Il n'y a actuellement aucune école en état de fonctionner à Djibo et 223 000 personnes ont vu leur ac-cès à l'eau potable gravement limité en mars 2022 lorsque 12 réseaux d'adduction d'eau ont été sabotés[10]. Les efforts combinés ont permis de fournir de l'eau potable à 32 000 personnes dans le besoin, mais la plupart des financements ont maintenant pris fin alors que les besoins restent élevés. Actuellement, on estime qu'un point d'eau fournit de l'eau à 3 000 personnes. Les normes de la sphère fixent la limite à 500. En ce qui concerne les services de santé et de nutrition, l'accès au personnel médical, aux médicaments et intrants nutritionnels, ainsi qu'aux infrastructures s'est détérioré. Avant le siège, 13 médecins travaillaient à Djibo. Aujourd'hui, il n'en reste que 3. Au Nigéria, les données sanitaires de 2021[11]ont recensé 49 incidents contre les soins de santé, y compris des attaques contre le personnel médical, les fournitures de santé et les établissements de santé. À la mi-octobre 2022, 34 nouveaux incidents contre les soins de santé avaient eu lieu. Entre janvier 2017 et octobre 2021, 107 enseignants ont été enlevés et 19 ont été tués[12]. L'IRC a mené des recherches dans les États du BAY et, sur la base d'entretiens avec 500 travailleurs de la santé, montre que :

- Quatre personnes interrogées sur dix ont été exposées à une attaque contre les soins de santé depuis le début de l'année 2021.
- 80 % des personnes ayant subi un incident en ont subi au moins un autre.
- Les incidents les plus souvent signalés sont des attaques directes contre des installations et l'enlèvement de personnel de santé. Ces attaques sont directement liées au manque de services dans les zones inaccessibles, les groupes armés s'emparant du personnel et des ressources sanitaires pour desservir les membres des groupes armés non étatiques et les communautés dans les zones où les services de santé sont limités.

8 Tchad - Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (fews.net)
9 Burkina Faso | Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (fews.net)
10 "Evaluation rapide de la situation alimentaire et nutritionnelle et des besoins prioritaires multisectoriels à Djibo " menée par le PAM et ses partenaires en octobre 2022.
11 Nigeria : Attaques contre les opérations d'aide, l'éducation, la santé et la protection - Humanitarian Data Exchange (humdata.org)
12 2017-2021-nigeria-teacher-kka-data.xlsx (live.com)

En conséquence, les recherches de l'IRC montrent que : 2 356 jours de travail, soit 6,6 années, ont été manqués par le personnel de santé à la suite des incidents ; près de 80 % des personnes interrogées ont signalé un ou plusieurs symptômes de détresse accrue. Après 46 % des incidents signalés, les communautés ont éprouvé des difficultés à accéder aux services de santé. Les patients ont peur de se rendre à la clinique ou d'y passer la nuit.

- **Les services éducatifs sont inadéquats et souvent inaccessibles en raison des conflits, ce qui se traduit par des taux de non-scolarisation et d'analphabétisme parmi les plus élevés au monde, en particulier pour les filles et les femmes.** Plus de 9 000 écoles ont été fermées au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria en décembre 2022[13], contre 3 000 deux ans plus tôt. 53 % des enfants ne se sentent pas en sécurité à l'école[14], et n'apprennent donc pas. Plus de 40 % des enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés (en raison de l'absence d'inscription, de l'inscription tardive et de l'abandon scolaire.[15]) Dans tous les pays du Sahel, moins de 50 % des femmes adultes sont alphabétisées, contre 59 % en moyenne en Afrique subsaharienne et 80 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire à l'échelle mondiale[16]. L'analphabétisme des femmes a un effet d'entraînement sur la génération suivante : il réduit la probabilité que leurs enfants soient vaccinés, terminent leurs études ou renforcent leur résilience face au changement climatique. Au Nigeria, si le conflit a affecté la prestation des services d'éducation en général, il a eu un impact disproportionné sur les filles. La majorité des absents à l'école sont des femmes : seules 41 % des filles éligibles reçoivent une éducation primaire[17].

- **L'accès humanitaire devient dangereusement complexe et restreint, laissant les populations dans le besoin avec une assistance humanitaire limitéee.** Au **Niger**, 2 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire et pendant la période de soudure 2023, ce nombre devrait atteindre 2,9 millions de personnes[18] , dont 1,1 million se trouveront dans des zones où l'accès humanitaire est limité. Le renforcement de la résilience des populations confrontées à l'insécurité alimentaire - 18 % de la population vivant dans ces zones difficiles d'accès, comme Tilia - est entravé par les groupes armés non étatiques qui ne tolèrent pas les activités de récupération des terres et ont donc interdit les activités de travail contre rémunération. Au **Nigeria**, on estime qu'un million de personnes vivent dans des zones difficiles d'accès. Une grande partie du Nord-Est n'est accessible que par les vols des Nations unies. En 2022, la tendance est claire : là où l'aide humanitaire n'est pas accessible, les taux d'insécurité alimentaire montent en flèche et il devient absolument nécessaire de garantir aux populations touchées et aux humanitaires la liberté de mouvement pour accéder à l'aide humanitaire et l'acheminer en toute sécurité.

13 R-EIE WG
14 CRNC, HCR, UNICEF, 2022
15 Banque mondiale, 2022, Livre blanc sur l'éducation au Sahel - La richesse d'aujourd'hui et de demain
16 Livre blanc sur l'éducation au Sahel, BM 2021
17 OCHA 2023, Plan de réponse humanitaire du Nigeria
18 Cadre Harmonisé Novembre 2022

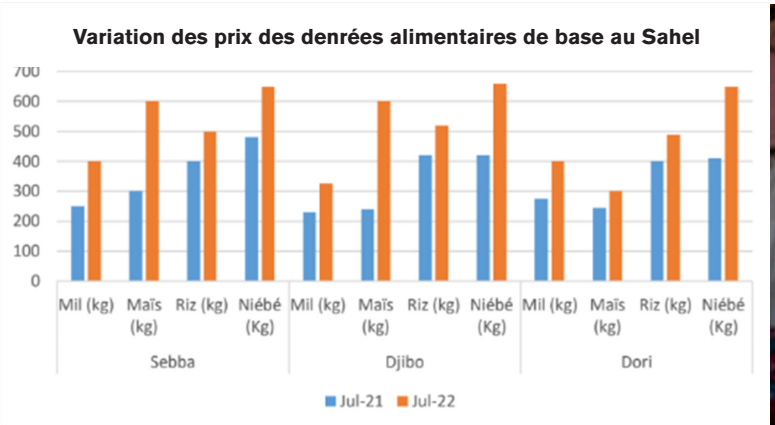
Au **Mali**, le conflit qui a augmenté la volatilité en 2022 a eu pour conséquence de limiter l'accès humanitaire dans 75% de la région de Menaka, ainsi que dans la région de Kidal. Au **Burkina Faso**, le phénomène croissant des villes enclavées et des escortes humanitaires demandées par les autorités empêche des milliers de personnes d'accéder à l'aide humanitaire.

Les obstacles qui limitent l'accès de l'aide humanitaire varient d'un contexte à l'autre. Leur nature est soit légale, soit administrative, soit due à l'insécurité. Les acteurs humanitaires de première ligne voient leurs capacités d'action limitées à la fois par le NSAG s et par les autorités officielles. Ils sont confrontés à des risques croissants d'enlèvement, d'emprisonnement, de points de contrôle illégaux et légaux, de contrôle de leurs sources de financement, de leurs clients et de leurs zones d'intervention. Tous ces obstacles nécessitent des ressources dédiées, une analyse approfondie des dynamiques de pouvoir et des approches bien définies de la part de la communauté humanitaire dans le pays, afin de s'engager avec les différentes parties au conflit à différents niveaux. Ils nécessitent une bonne compréhension, des engagements et une responsabilisation de tous les acteurs vis-à-vis du droit international humanitaire et des principes humanitaires, ainsi que des lois nationales qui protègent les acteurs humanitaires opérant dans le respect des principes de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

Les bouleversements économiques mondiaux accroissent la vulnérabilité des populations sahéliennes et limitent la réponse humanitaire

Le changement climatique et les conflits contribuent fortement aux crises économiques auxquels les populations du Sahel sont confrontées et ont un impact massif sur leur accès à la nourriture.

- **Le pouvoir d'achat des ménages diminue, surtout dans les villes enclavées du Burkina Faso.** Les prix des denrées alimentaires et des produits de première nécessité n'ont jamais été aussi élevés. Les céréales qui constituent la base de l'alimentation des populations locales ont presque triplé. Avant le blocus, le prix du sorgho était de 350 XOF, il atteint maintenant 900 XOF et devrait continuer à augmenter. Le mil, qui était à 400 XOF/2Kgs, est maintenant difficile à trouver en dessous de 1 000 XOF. Quant au prix du pétrole, il a doublé. Dans tout le pays et malgré les récoltes, les prix des céréales restent 50% plus élevés qu'en 2021, en particulier dans les zones fortement touchées par le conflit. Les prix des produits importés tels que le blé, le sucre, l'huile et le riz ont tous augmenté de manière significative.



Source : Burkina Faso - Bulletin spécial - Du blocus au bord de la famine | Food Security Cluster (fscluster.org)

- **La résilience des populations touchées par la crise alimentaire de 2022 a été profondément affectée et il faudra plusieurs années pour la reconstruire.** Au **Niger**, bien que la campagne agricole 2022 ait été plus fructueuse, les stratégies de survie adoptées par les populations pour faire face à la période de soudure 2022 les ont obligées à vendre leurs biens et à contracter des dettes qu'elles devront désormais rembourser. Cela signifie que non seulement leur résilience a été gravement affectée mais aussi que les populations ont vendu leur récolte à un prix inférieur à la fin de la saison agricole au lieu de la conserver pour la vendre à un prix plus élevé plus tard dans l'année.

- **L'inflation réduit la couverture de la réponse humanitaire et augmente son coût.** Tant au Tchad qu'au Niger, il a été observé que le montant déterminé par pour les transferts en espèces pour le panier alimentaire minimum ne répond plus aux besoins. Au Niger, 32 500 CFA ne couvrent plus les besoins alimentaires réels des ménages. Désormais, un minimum de 40 000 XOF est exigé. Au Tchad, le coût standard du panier alimentaire minimum (PAM[1]) pour l'assistance alimentaire est de 42 000 CFA pour un ménage. Mais à la fin de l'année 2022, le coût moyen du panier était de 66 972 francs CFA. Cette situation a de fortes conséquences à la fois sur les ménages qui ne peuvent plus couvrir certains besoins vitaux avec l'enveloppe fournie, et sur l'efficacité des interventions humanitaires.

COMMENT RECONSTRUIRE LES GARDE-FOUS?

Le changement climatique, les conflits et les crises économiques sont trois accélérateurs de la crise humanitaire au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria. Ces accélérateurs contribuent fortement à l'augmentation des besoins humanitaires observée entre 2022 et 2023. Les plans de réponse humanitaire pour le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria indiquent tous une augmentation significative du nombre de personnes qui auront besoin d'une assistance humanitaire en 2023. Pourtant, les fonds disponibles pour la réponse humanitaire étaient déjà insuffisants en 2022.

La question qui se pose est donc la suivante : Comment pouvons-nous travailler collectivement pour répondre aux besoins croissants de la population, fournir une assistance à une plus grande partie de la population, avec des ressources financières de plus en plus limitées ?

L'IRC est fermement convaincu qu'un changement de paradigme s'impose d'urgence. Il est temps de reconstruire les garde-fous et de mettre en avant de nouvelles solutions innovantes. Pour réduire le coût de la réponse humanitaire, deux mesures s'imposent d'urgence : améliorer les capacités d'action précoce et développer des approches de plus en plus rentables.

Les innovations présentées ci-dessous visent à :

- Doter les populations et les autorités locales des informations et de la préparation nécessaires pour répondre aux premiers stades de la crise et éviter les effets négatifs de boule de neige sur les besoins.
- Élaborer des protocoles qui réduisent le coût de la réponse et augmentent la couverture.
- Et apporter la réponse au cœur de la communauté.

Approches simplifiées : Élargir l'accès au traitement de la malnutrition aiguë

Le nombre d'enfants nécessitant un traitement au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger et au Nigeria reste très important, le coût du traitement élevé et les moyens financiers disponibles pour la réponse sont limités. Bien qu'il existe des traitements, seuls 20 % des enfants malnutris dans le monde ont accès aux soins vitaux dont ils ont besoin pour se rétablir complètement. Il est donc essentiel de simplifier les traitements qui se sont avérés efficaces, en particulier dans les zones difficiles d'accès. En collaboration avec ses partenaires, l'IRC cherche à élargir considérablement l'accès au traitement salvateur de la malnutrition aiguë en simplifiant le protocole, en rapprochant le traitement du domicile et en renforçant la capacité des soignants à détecter la malnutrition chez les enfants avant qu'elle ne s'aggrave.

Pour l'instant, le traitement n'est disponible que dans les établissements de santé. La distance qu'une famille doit parcourir pour accéder aux soins est un obstacle difficile à surmonter, en particulier dans les zones touchées par le conflit. Une fois qu'ils ont atteint l'établissement de santé, le protocole actuel de traitement est complexe à comprendre et nécessite des visites de suivi bihebdomadaires ou hebdomadaires selon le type de malnutrition dont souffre l'enfant : malnutrition aiguë modérée ou malnutrition aiguë sévère. Pour cette raison, certains enfants ne se présentent pas à leurs rendez-vous et ne terminent jamais leur traitement, ce qui aggrave leur état au fil du temps. L'absence de connaissances au niveau des ménages conduit les personnes qui s'occupent des enfants à se faire soigner tardivement ou une fois que l'état de l'enfant s'est considérablement détérioré, ce qui augmente le coût de l'intervention[1]. Les approches standard peuvent également être difficiles à gérer pour les prestataires de santé , et leur mise en œuvre est coûteuse en raison de la fréquence et de la durée des consultations et des produits de traitement supplémentaires requis[2].

Pour lever ces obstacles, l'IRC et ses partenaires ont travaillé au Mali, dans le district de Nara, pour piloter trois approches innovantes et simplifiées du traitement qui pourraient considérablement améliorer l'accès et l'efficacité :

- Combiner et simplifier le protocole
- Rapprocher le traitement du domicile grâce aux agents de santé communautaires
- Accroître la capacité des soignants à détecter la malnutrition par le biais de la famille Circonférence médiane du bras (MUAC).

L'étude de l'IRC conclut que

- Un protocole simplifié de traitement de la MAM et de la SAM est aussi efficace que le traitement standard. Cela signifie que le même pourcentage d'enfants s'est rétabli lorsqu'ils ont été traités.
- La prestation du traitement par les agents de santé communautaire rend le traitement plus accessible. Cela signifie que davantage d'enfants peuvent être diagnostiqués et traités dans le confort de leur village, ce qui réduit la charge de travail des soignants et la charge de travail des centres de soins.
- Le MUAC familial encourage la détection et le traitement précoces de la malnutrition infantile.

1 https://app.box.com/s/lyvlkxvadwnrdi97ibh8brg2p7kregtt/file/730773362088
2 https://app.box.com/s/lyvlkxvadwnrdi97ibh8brg2p7kregtt/file/730773362088

Cela signifie que davantage d'enfants reçoivent des soins avant que leur état ne se détériore.

- Le protocole combiné et simplifié est plus rentable que le protocole standard. Les coûts directs sont passés de 54,35 USD à 43,22 USD par enfant, tandis que les coûts directs et partagés sont passés de 80,05 USD à 66,29 USD par enfant. **Cela pourrait permettre aux systèmes de santé d'atteindre un plus grand nombre d'enfants à moindre coût.**

Nos projets pilotes au Mali s'appuient sur un nombre croissant de preuves démontrant l'innocuité et l'efficacité de ces approches thérapeutiques simplifiées. Si elles sont mises à l'échelle, ces approches ont le potentiel d'élargir considérablement l'accès aux traitements vitaux pour les enfants souffrant de malnutrition au Mali et dans d'autres pays du Sahel. Cela aurait un impact durable sur la réduction de la malnutrition infantile aiguë.

Action anticipée : La clé pour protéger les moyens de subsistance des ménages

Le changement climatique entraîne une augmentation des inondations et des sécheresses dans le Sahel. Ces catastrophes naturelles ont un impact considérable sur les ménages, leur sécurité physique et financière. Lorsque les communautés ont la capacité de se préparer aux chocs climatiques et d'y résister, elles peuvent prévenir les catastrophes, sauver des vies et préserver les moyens de subsistance. Des recherches approfondies menées dans des contextes humanitaires ont démontré que l'aide en espèces et sous forme de bons est une intervention efficace pour améliorer la sécurité alimentaire et éviter les pratiques d'adaptation néfastes. Souvent, les décaissements en espèces des ONG réagissent aux situations d'urgence et s'appuient sur les appels financiers d'urgence - qui sont imprévisibles et traitent les impacts négatifs des chocs climatiques, plutôt que de servir de mesure préventive. Partant de ce constat, l'IRC vise à catalyser une transformation de la préparation humanitaire aux crises climatiques complexes en investissant dans des innovations qui préviennent le besoin d'assistance humanitaire, augmentent l'efficacité de la réponse et, par conséquent, réduisent le coût de l'intervention et la fiabilité des appels financiers d'urgence - qui sont imprévisibles.

L'IRC a développé des partenariats stratégiques pour piloter et évaluer l'utilisation de systèmes d'alerte précoce et d'argent anticipé comme méthode pour protéger les moyens de subsistance agro-pastoraux qui sont menacés par une occurrence croissante de graves inondations dans l'État d'Adamawa, au nord-est du Nigéria. Notre hypothèse centrale est que lorsque les communautés vulnérables au climat ont accès à l'information en temps utile et disposent des ressources financières et sociales nécessaires pour agir en conséquence, elles évitent les stratégies d'adaptation négatives et construisent des moyens de subsistance plus diversifiés et plus résistants au climat.

Au cours de la saison agricole 2022, un projet pilote a permis de verser des sommes forfaitaires en espèces aux ménages cibles participants en fonction des seuils de risque de la plateforme de surveillance - par exemple lorsque le volume d'eau de la rivière dépassait un certain seuil. Par rapport à l'assistance mensuelle en espèces, les transferts plus importants d'assistance en espèces peuvent constituer une bouée de sauvetage financière pour les ménages agropastoraux - non seulement pour couvrir les besoins de base en cas d'urgence liée aux inondations, mais aussi pour réaliser des investissements essentiels qui amélioreront la résilience et l'adaptation de leur production agricole à l'avenir, grâce à l'achat de semences adaptées ou de pompes à eau pour l'irrigation pendant la saison sèche. Une évaluation d'impact sera menée pour mesurer les effets de l'argent anticipé par rapport à l'argent habituel après le choc sur la résilience des ménages, la réduction des risques d'inondation et l'adaptation au changement climatique, afin de contribuer au corpus croissant de preuves sur ce qui fonctionne en matière d'action anticipée et de cash anticipé.

Action anticipée pour atténuer les effets des fermetures d'écoles

Les fermetures d'écoles, fréquentes au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigeria, ont un effet extrêmement néfaste sur les enfants et les communautés. Même les fermetures de courte durée ont des effets négatifs à long terme sur l'apprentissage et les revenus [1], augmentant le risque d'abandon et de redoublement et affectant le plus les élèves défavorisés[2]. Dans les contextes où les données relatives aux élèves sont insuffisantes, il peut être difficile de retrouver les enfants après la réouverture des écoles et nombre d'entre eux sont définitivement "perdus".[3] Il est donc essentiel de développer des projets qui anticipent l'impact des catastrophes naturelles sur l'accès des enfants à l'éducation, comme l'a fait l'IRC au Cameroun. L'IRC a mis en œuvre un projet d'éducation et de protection dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun qui a défini un système d'alerte précoce et proposé des mesures pour atténuer et réduire chacun des risques auxquels les enfants pourraient être confrontés. Les sécheresses, les vents violents et les inondations étaient des risques identifiés dans 30% des écoles.

1 Groupe consultatif sur les éléments probants de l'éducation dans le monde. (2022). Priorité à l'apprentissage pendant le COVID-19 : Les moyens les plus efficaces de maintenir l'apprentissage des enfants pendant et après la pandémie. [K. Akyeampong et al]. Washington D.C., Londres, Florence : Banque mondiale, FCDO et Bureau de recherche de l'UNICEF - Innocenti.

2 Moscoviz L. & Evans D., 2022. "Perte d'apprentissage et abandons scolaires pendant la pandémie de COVID-19 : A Review of the Evidence Two Years after Schools Shut Down". Document de travail du CGD 609. Washington, DC : Center for Global Development. https://www.cgdev.org/publication/ learning-loss-and-student-dropouts-during-covid-19-pandemic-review-evidence-two-years

3 Pritha Mitra et Ha Vu, "Boosting Climate Responsiveness in sub-Saharan Africa's Public Investment". Fonds monétaire international, 2021, https://www.imf.org/en/Publications/fandd/issues/2021/12/Africa-Boosting-Climate-Responsiveness-SubSaharan-Public-Investment. Cité dans Dubai Cares et Education Commission, "Rewiring Education for People and Planet". 2022, https://educationcommission.org/wp-content/uploads/2022/10/Rewiring-Education-for-People-and-Planet-Final-Version.pdf.

Lorsque les inondations ont touché les écoles soutenues par ce projet, les communautés soutenues par l'IRC ont pu placer près de 800 sacs de sable pour protéger les écoles. Cela a permis un retour plus rapide à l'école après le retrait des eaux et a réduit le coût de la réponse.

Fort de cette expérience, au cours des deux prochaines années, l'IRC pilotera et évaluera une approche anticipative de l'éducation liée aux inondations en Sierra Leone, avec l'intention d'étendre le prototype au Nigéria et à d'autres pays en situation d'urgence en Afrique de l'Ouest. Un plan d'action anticipé pour l'éducation (AAPE) entièrement financé - qui comprendra une assurance, des transferts d'argent au niveau des ménages et des activités d'apprentissage à distance - sera élaboré et déclenché lorsque les prévisions concernant l'ampleur et l'impact des inondations seront dépassées. Le financement et les activités seront lancés en prévision d'une inondation. En s'appuyant sur une série de méthodes de suivi et d'évaluation, l'IRC évaluera comment ces interventions favorisent la continuité de l'apprentissage pendant une crise et améliorent la probabilité que les élèves retournent à l'école lorsque les écoles rouvrent.

Les autorités locales en première ligne de la réponse humanitaire : La voie à suivre pour mieux accueillir les populations déplacées

Au Niger, s'inspirant de la loi de 2018 sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées et du Mécanisme de Réponse Rapide (MRR), l'équipe de l'IRC met en œuvre un projet qui vise principalement à sensibiliser au rôle que les municipalités peuvent et doivent jouer lors de l'arrivée d'un groupe de personnes déplacées. Depuis que le Niger a été touché par le conflit en 2015, le MRR a joué un rôle clé dans la fourniture d'une assistance rapide et multisectorielle aux personnes déplacées par le conflit. Rien qu'en 2021, le consortium du MRR a fourni des articles non alimentaires et des kits d'abris à plus de 22 000 ménages, dont 12 % ont bénéficié d'une aide en espèces. Cela démontre le caractère essentiel de ce mécanisme pour répondre aux besoins urgents et vitaux des populations en mouvement et l'urgence de le transformer en une solution plus durable.

Dans le cadre de ses engagements à long terme visant à localiser de plus en plus la réponse humanitaire et à renforcer les capacités de l'État, l'IRC met en œuvre un projet pilote visant à transférer la réponse du MRR aux autorités locales. L'ambition est de transférer progressivement l'expérience, les pratiques et les compétences des acteurs humanitaires, et d'autonomiser progressivement les acteurs locaux tels que les autorités locales et la société civile grâce à une approche adaptée aux défis et aux capacités locales. Pour atteindre cet objectif, quelques étapes clés ont été nécessaires pour doter les municipalités de comités de mouvements de population (PMC), de plans d'action en cas d'augmentation de la population et de plans d'urgence.

Les approches Nutrition et Health Surge sont déjà très bien connues des acteurs humanitaires. Elles consistent en la définition d'une série de seuils de gravité de la crise qui, une fois atteints, nécessitent la mise en œuvre d'un plan de réponse prédéfini par les acteurs de l'intervention. L'innovation consiste ici à étendre l'approche "Surge" à de nouveaux secteurs tels que l'éducation et l'eau. Ces plans sont destinés à servir de référence au PMC pour mettre en place la réponse appropriée à l'ampleur du mouvement.

Cela devrait permettre de réduire au minimum la durée pendant laquelle les élèves ne vont pas à l'école ou le risque de propagation de maladies en raison d'un manque d'accès à l'eau potable. En fin de compte, cela devrait contribuer à renforcer la résilience de l'État face à la gestion des crises et des catastrophes.

En ce qui concerne les plans d'urgence, y compris la surveillance, l'alerte et la réponse aux mouvements de population, le processus itératif et participatif aborde les points suivants :

- L'identification des différents risques qui pourraient conduire à des mouvements de population et l'élaboration de scénarios pour les différents risques.
- L'identification des mécanismes de surveillance et d'alerte à mettre en place ainsi que les modalités de déclenchement lorsque les seuils sont atteints.

- La définition de mesures de préparation et d'anticipation telles que l'identification préalable et l'aménagement de zones d'accueil, la constitution de stocks d'urgence.
- La définition de mesures d'intervention telles que le déclenchement de plans "d'urgence" pour renforcer les services de base tels que la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation.
- La clarification des rôles et des responsabilités des différents acteurs locaux à chaque étape.
- Établir une liste des parties prenantes et des acteurs non étatiques dans la région qui peuvent être mobilisés pour soutenir les différentes activités selon les scénarios.

D'autres travaux doivent être menés pour inclure les activités de préparation et de réponse dans les lignes budgétaires des municipalités afin d'assurer la durabilité de l'approche et une transition solide avec les parties prenantes locales. Il s'agit d'une initiative ambitieuse et d'un projet difficile. Il s'agit d'un investissement essentiel : placer les entités locales au premier plan de la réponse humanitaire et renforcer la capacité de l'État à fournir des services aux citoyens. Fort de son expérience dans la sous-région et dans le monde, l'IRC est prêt à investir davantage dans le renforcement de la gouvernance et des systèmes qui permettent aux autorités nationales de mieux répondre aux besoins humanitaires.

Accès : un engagement essentiel pour fournir une assistance aux populations dans les zones difficiles d'accès

L'accès à la population ayant besoin d'aide ne se fait pas tout seul. Les obstacles à l'accès humanitaire sont d'ordre politique, juridique, bureaucratique, sécuritaire, physique et interne. Pour surmonter ces obstacles, il faut une stratégie et des efforts coordonnés entre les équipes et les fonctions de l'IRC. C'est pourquoi l'IRC a investi dans le projet Frontline, qui travaille avec les régions et les pays pour atteindre les personnes dans le besoin dans des situations reculées, difficiles d'accès et en première ligne. En Afrique de l'Ouest, l'assistance technique est fournie au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger et au Nigeria. L'obtention et le maintien de l'accès humanitaire dans les situations de crise est invariablement un exercice politique qui implique de s'engager et de négocier avec les acteurs et les objectifs politiques, militaires et autres afin de créer et d'optimiser l'espace humanitaire et des conditions acceptables pour la mise en œuvre des programmes
Les acteurs qui réussissent le mieux à atteindre les personnes dans le besoin sont ceux qui investissent du temps, des efforts et des ressources dans la compréhension des environnements stratégiques et opérationnels.

Ils élaborent des stratégies délibérées pour assurer l'accès et l'acceptation de l'aide humanitaire, en accordant la priorité aux personnes les plus démunies, où qu'elles se trouvent.

Cette analyse doit aller au-delà de la situation immédiate et englober le contexte politique et social qui l'entoure, ainsi que l'ensemble des parties prenantes concernées, leurs intérêts, les cadres juridiques et politiques applicables, les obstacles à l'accès pour les différents groupes et individus et les changements anticipés susceptibles d'entraver ou de faciliter l'accès. Il est important de faire appel à toutes les sources internes et externes pertinentes, telles que les experts en conflits et en questions sociales, les équipes de programme, le personnel de soutien, les contrôleurs de protection et les clients eux-mêmes. Notre équipe Frontline fournit un soutien technique et une formation. Des experts sont disponibles pour fournir un soutien technique, des conseils et une formation aux collègues basés sur le terrain afin d'améliorer leur accès à l'aide humanitaire. Il s'agit d'un investissement que nous devons faire pour apporter une réponse au cœur de la communauté.

COMMENT AGIR ?

Les populations des pays du Sahel touchées par la crise ont un besoin pressant d'accès aux services sociaux de base et aux ressources naturelles. Un changement de paradigme est nécessaire pour permettre aux populations de retrouver l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau et à l'alimentation.

Nous devons protéger les civils en améliorant leur accès aux services sociaux de base et aux ressources naturelles.

- Les États partenaires du Sahel central et des pays côtiers devraient renforcer leur soutien à la gouvernance des ressources naturelles et l'accès à la justice afin de résoudre les conflits interpersonnels qui alimentent la crise sécuritaire actuelle dans le Sahel central. Un changement de paradigme est impératif pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables.
- Les gouvernements nationaux pourraient intégrer les approches simplifiées de la malnutrition et les données disponibles spécifiques au contexte dans les prochaines révisions de politiques et les protocoles/directives nationaux mis à jour. Ils pourraient accélérer les progrès dans l'élaboration d'un plan d'action mondial (PAM) sur l'émaciation, avec des objectifs et des activités clés pour élargir l'accès au traitement de la malnutrition grâce à des approches simplifiées. L'adoption d'engagements financiers et politiques audacieux pour lutter contre l'émaciation, conformément au sommet sur la nutrition pour la croissance serait également le bienvenu.
- Les bailleurs devraient investir dans la recherche opérationnelle afin de tester des approches simplifiées - y compris un protocole combiné - pour traiter la malnutrition aiguë au Sahel. Ils de-vraient augmenter les financements flexibles pour la nutrition, notamment en augmentant le fi-nancement des programmes de traitement de la malnutrition aiguë. Fournir un soutien financier pour accélérer le développement des feuilles de route du GAP et l'examen des politiques natio-nales de nutrition.
- Les bailleurs devraient aider les autorités décentralisées à élaborer des politiques et des mesures de préparation et d'action précoce afin de fournir une réponse d'urgence aux personnes dépla-cées immédiatement après leur arrivée. Ils devraient réfléchir à la manière de soutenir des méca-nismes durables pour financer la mise en œuvre des mesures définies par les plans d'action en cas d'afflux. Ces autorités décentralisées devraient ajouter des lignes budgétaires aux plans de développement communaux afin de garantir l'accès aux ressources financières pour la réponse d'urgence aux populations déplacées.

Nous devons également nous efforcer de rétablir le droit à l'aide de la population

- Les acteurs humanitaires sont encouragés à renforcer les espaces de coordination existants pour dialoguer avec toutes les parties aux conflits, mais aussi les ressources nécessaires pour accroître leur capacité à analyser les dynamiques de pouvoir et à s'engager avec tous les acteurs sur le terrain.
- Les acteurs humanitaires devraient revoir leurs stratégies de communication afin de mettre davantage l'accent sur l'impact de leurs interventions et, en fin de compte, de permettre aux parties prenantes au niveau national de mieux comprendre leurs méthodes de travail et la manière dont ils aident les gens à passer du danger à la maison.
- Les bailleurs devraient soutenir les acteurs humanitaires dans le développement d'initiatives visant à mieux comprendre les types de risques qui compromettent leur acceptation au niveau national, en particulier sur les réseaux sociaux.

Nous devons financer la première ligne avec des fonds flexibles et à long terme.

- Les bailleurs devraient combler le fossé entre le climat et l'aide humanitaire et soutenir davantage de programmes d'agriculture résistante au climat, de programmes d'aide financière anticipée et d'investissements dans les programmes de sécurité des semences. Le changement climatique a été identifié comme un multiplicateur de menaces dans les contextes fragiles, avec des effets particulièrement pernicieux dans le bassin du lac Tchad. La dégradation de l'environnement exacerbe les défis auxquels est confrontée la population, essentiellement rurale, en sapant les moyens de subsistance et les capacités d'adaptation, en aggravant les conflits pour les ressources et en augmentant la probabilité de recrutement dans les groupes armés. Les bailleurs ont la possibilité, par leurs engagements, d'aider le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Nigeria, et le Tchad à s'adapter aux menaces du changement climatique.

- Des mécanismes flexibles doivent s'accompagner d'un allègement de la charge administrative afin de permettre à la fois la transparence et la communication avec le bailleur et la réactivité des équipes sur le terrain, mais aussi de leur donner l'espace et les ressources nécessaires pour faire face aux obstacles bureaucratiques croissants auxquels elles sont confrontées. Ce financement renforcera la confiance avec les populations locales ainsi que la qualité et l'efficacité des programmes en s'adaptant aux changements de contexte. Ce financement peut également s'accompagner d'un appui des bailleurs de fonds pour promouvoir la réflexion sur le rôle des mécanismes de redevabilité et les adaptations à apporter pour faciliter l'utilisation de ces mécanismes par les populations situées dans les zones d'intervention du projet. Cela permettrait de renforcer la qualité des projets et, à terme, l'acceptation des populations.
- Les bailleurs de fonds devraient augmenter la disponibilité des financements et la visibilité sur les financements à long terme au Mali et au Burkina Faso afin de ne pas compromettre l'accès aux services sociaux de base pour les populations vulnérables. Ils devraient également s'assurer que les financements humanitaires sont alloués en fonction des besoins des plus vulnérables et non en fonction de la sécurité des zones d'intervention.

Le rapport Urgence en l'Afrique de l'Ouest fait référence à la Watchlist publiée par l'IRC. N'hésitez pas à la consulter en cliquant sur ce lien

Rescue.org